



En 2003 : 453, en 2004 : 636,

en 2005 : 657, en 2006 : 800,

en 2007 : 970 ; en 2008 : 970

suppressions d'emplois :

**C est 4 487 emplois supprimés en 6 ans
C est l'équivalent du nombre d agents travaillant
à la mission recouvrement des impôts en Trésorerie**

mais aussi :

- ☞ **454** : c'est la suppression d'un département de la taille du Calvados (455)* ou de la Côte-d'Or (415)*, de l'Oise (432)* ou de la Somme (436)* ;
- ☞ **636** : c'est la suppression d'un département de la taille de l'Hérault (619)* ou de la Loire Atlantique (630)* ;
- ☞ **657** : c'est la suppression d'un département de la taille de la Moselle (657)* ou de la Seine-et-Marne (635)* ;
- ☞ **800** : c'est la suppression d'un département de la taille des Alpes Maritimes (740)* ou de la Haute-Garonne (790)*, des Yvelines (784)* ou du Val-de-Marne (793)* ;
- ☞ **970** : c'est la suppression d'un département de la taille, de la Gironde (814)*, de l'Ille et vilaine (891)* ou du Rhône (976)*, des Hauts-de-Seine (863)* ou de la Seine-Saint-Denis (891)* ;

ou par équivalence :

- ☞ **454** : c'est la suppression du recouvrement des OPHLM OPAC (463)* ;
- ☞ **636** : c'est la suppression des agents de services et des gardiens en TG et DI (621)* ;
- ☞ **657** : c'est la suppression des produits divers, amendes et taxes d'urbanisme en TG (640)* ;
- ☞ **800** : c'est plus que la suppression des services de liaison recouvrement (272)* et des services des Pensions (500)* réunis ;
- ☞ **970** : c'est la suppression des services dépenses de l'Etat en TG (998)*, ou de la mission comptabilité et conseil des EPS et ESMS en trésorerie (924)* ou encore des services liaison rémunérations (899)*.

* selon l'outil de répartition d'emplois (hors catégorie A) 2005 pour le PLF 2006

Nous devons continuer à dire :

- **Halte à la dégradation de l'exercice de nos missions**
- **Halte à la dégradation du service public**
- **Halte à la dégradation de nos conditions de vie au travail**

L'annonce du plan pluriannuel de performance 2006-2008 pour le Trésor confirme bien que le Ministère des Finances continue d'être le ministère qui subit le plus de suppressions d'emplois. Suppressions d'emplois rendues possibles pour la Direction grâce aux gains de productivité que nous allons dégager avec la simplification des tâches (entendez : industrialisation, travail de masse, moins de contrôles), la rationalisation du réseau (pensez : restructurations et suppressions de trésoreries).

Dans leur vision dogmatique et réductrice, la DGCP, le Ministère, la Direction du Budget se refusent à prendre en compte les charges de travail supplémentaires imposées aux agents par la mise en place d'expérimentations, de nouvelles applications, de formations (pour SUD Trésor, quand les agents sont en formation ..., ils travaillent, n'en déplaise à certains).

Le contribuable, le citoyen sont-ils encore au cœur des préoccupations des responsables politiques ? Nous ne le pensons pas ; ils servent seulement d'alibis à des réformes dont le but est la diminution du nombre de fonctionnaires, essentiellement de catégorie C, et dans une moindre part de la catégorie B, et la disparition de missions et de services publics.

Ce qui est sûr, c'est que ces suppressions sont autant de créations d'emplois non précaires en moins, autant de chômeurs en plus. Autant de cotisations sociales en moins, autant d'inquiétudes pour le versement des retraites en plus.

Ces suppressions auront des répercussions catastrophiques sur la santé des agents. Car faire plus avec moins, c'est clairement faire reposer sur les agents le sens du service public, c'est augmenter la pression, augmenter les objectifs, pressurer les agents, casser les solidarités, déshumaniser les rapports sur le lieu de travail.

Pour convaincre les agents, l'administration s'est dotée d'un outil qu'elle veut incitatif : l'évaluation/notation, permettant une véritable «chasse aux sorcières» de ceux jugés moins rentables ou moins efficaces selon les critères discutables de l'approche technocratique en vigueur.

Tous ces éléments contribuent à renforcer le climat délétère qui règne dans les services. Les agents ont le sentiment (mais n'est-ce qu'une impression ?) de vivre des agressions perpétuelles tant au niveau du travail et des conditions d'exercice de celui-ci mais également en tant que citoyens, au travers des effets de la politique menée, sur leur pouvoir d'achat, leur niveau de protection sociale, leur retraite, le tout générant des inquiétudes largement légitimées en leur avenir et en celui de leurs enfants.

● **Halte à la précarisation**

Dire NON au CPE, c'est également dire non à l'acceptation de la précarisation généralisée multiforme qui se répand dans la société.

C'est pourquoi le 28 mars par la grève et leur participation aux manifestations, les agents du Trésor ont signifié clairement, avec l'ensemble des étudiants, lycéens et salariés dans la rue, leur rejet du CPE et leur refus de la casse du Code du Travail et des garanties collectives.

Le gouvernement doit non seulement retirer le CPE et le CNE mais il doit également rapidement engager une véritable politique de création d'emplois stables et correctement rémunérés.

C'est pourquoi SUD Trésor comme sa fédération et son union interprofessionnelle appelle à amplifier la mobilisation. Pour SUD Trésor il s'agit de mettre en débat dès aujourd'hui le principe de la grève générale reconductible face à l'intransigeance du Premier Ministre.

Toutes et tous en grève le 4 avril